Elections Législatives du 18 Novembre 1962

aux Electrices, aux Electeurs
de la Circonscription de Saint-Brieuc

L'ACTION TRAVAILLISTE PRESENTE



Mme RAHUEL

Suppléante

Tous ceux qui avaient suivi avec sympathie les luttes du Docteur Rahuel se sentiront rassurés : son action courageuse sera continuée.



Roger HUON

Candidat

professeur au Lycée A.-Le Braz
ADJOINT AU MAIRE
DE SAINT-BRIEUC,
Président de la Commission des Travaux de l'Office Municipal H.L.M.,
Administrateur du Centre Hospitalier

Animateur de l'Action Travailliste, Roger Huon découvrit dans l'action syndicale ouvrière la gravité des problèmes humains de notre région.

Dès 1952, ses études économiques et sociales lui firent préconiser les moyens de réaliser une véritable décentralisation industrielle.

Elu en 1953 au Conseil Municipal de Saint-Brieuc, il se passionne pour tous les problèmes posés par l'extension rapide de la ville. Il soutient l'action du Dr Rahuel en faveur du logement et du soulagement de toutes les misères.

Père de quatre enfants, et encouragé par Mme Huon, elle-même professeur au Lycée E. Renan, il s'intéresse activement aux aspirations des jeunes, aux loisirs éducatifs et à l'organisation de vacances reposantes pour les mères de famille.

Enfin, fidèle à ses origines paysannes, il a tenu à faire de notre journal la tribune des nouvelles aspirations du Monde Rural.

Avec notre Equipe, formée d'hommes et de femmes, venus d'horizons philosophiques et de milieux différents, il fera encore du bon travail.

Vous pouvez lui faire confiance.

L'Equipe de L'Action Travailliste.

Qu'est-ce que l'Action Travailliste ?

Dans la confusion politique actuelle, nous voulons nous situer, avec sincérité, pour que les électrices et les électeurs fassent leur choix, en connaissance de cause.

Nous voulons travailler avec tous ceux qui sont animés de notre Esprit de Progrès, de Justice, de Fraternité

Dans notre région, encore trop souvent, la distinction entre la Droite et la Gauche se fait essentiellement en fonction de la religion.

Nous considérons qu'un tel classement est actuellement dénué de réelle signification politique. A l'Action Travailliste, des Laïques et des Chrétiens agissent ensemble, dans la compréhension et le respect mutuel, en recherchant, au plan local, des « solutions nouvelles à de vieux problèmes ».

Ils ont même convaincu des partis de la Gauche qu'il était souhaitable de ne pas repousser systématiquement des Catholiques « pour insuffisance Laïque ». Nous estimons, pour notre part, sans rien renier de nos principes que des aspirations communes sur le plan social et économique méritent bien que l'on fasse, de part et d'autre, un effort d'imagination créatrice et de tolérance constructive.

On l'a compris à Saint-Brieuc. Et le succès en a été la récompense. Nous souhaitons qu'on l'admette partout ; car, agir autrement, c'est toujours faire le jeu du Conservatisme.

Voilà donc, la raison de notre candidature : Faciliter au second tour, le large regroupement démocratique et social, seul capable sans doute de tenir en échec M. Richet, candidat de la Droite Conservatrice.

Pour un socialisme humaniste et démocratique

Nous constatons que la société actuelle maintient, trop souvent, les travailleurs des villes et des campagnes dans une médiocrité indigne de notre époque.

Nous travaillons à renverser cette situation pour établir une société plus juste. Nous voulons que les travailleurs participent à sa gestion au plan des Institutions comme de l'Entreprise.

Pour y parvenir, il faudra d'abord rendre l'enseignement accessible à tous ceux qui peuvent en tirer profit, en faisant sauter toutes les barrières qui interdisent encore, trop souvent, aux enfants des travailleurs, l'accès aux Enseignements supérieur et secondaire ou même technique et agricole.

Grâce à un Etat fort mais juste

Bien avant 1958, nous avions denoncé les incapacités et les vices de la IVe République. Mais nous ne pouvons admettre pour autant que le Pouvoir puisse être exercé sans contrôle efficace des citoyens sur l'évolution politique, économique et sociale de leur pays.

Nous voulons un Etat fort pour juguler les groupes d'intérêt qui prétendent le contrôler au détriment du Bien Public.

Nous voulons un Etat juste qui se garde de tout totalitarisme et associe les organisations professionnelles et syndicales à l'élaboration d'une politique soucieuse de l'intérêt général.

Dans la coopération entre les nations

Nous incarnons la grandeur d'une Nation dans ses œuvres de paix, dans le niveau de vie de l'ensemble de sa population, dans son rayonnement culturel, dans la loyauté des rapports avec les autres peuples et non dans sa « gloire militaire ».

C'est la raison de notre position contre les guerres d'Indochine et d'Algérie. Nous savions que l'indépendance de ces peuples était inévitable...

Quant à la Force de Frappe, nous la jugeons inutile et couteuse. Entre deux colosses qui terrifient le Monde, la France avait mieux à faire que de vouloir participer, à tout prix, avec eux, à sa destruction.



Depuis 1956 nous menons la même lutte sans les déviations opportunistes de tant de partis politiques qui déconcertent les citoyens.

Sur ces principes, nous tendons loyalement la main à tous les hommes de bonne volonté.

Notre équipe a efficacement travaillé pour l'expansion économique et sociale régionale

Pour améliorer plus sûrement le niveau de vie de tous

• L'évolution du monde rural ...

C'est une de nos premières préoccupations. Et comment pourrait-il en être autrement puisque de nombreux « amis de l'Action Travailliste » sont animateurs de C.E.T.A., de C.U.M.A., de S.I.C.A., de Coopératives, de Syndicats, d'Institutions familiales et sociales ?

Avec eux, nous continuerons d'agir pour faciliter l'adaptation de notre agriculture aux conditions nouvelles créées par l'évolution de la technique et l'ouverture du Marché Commun.

• L'espérance industrielle ...

Elle permettra seule d'offrir à notre jeunesse d'autres espoirs que la perspective d'un déracinement forcé vers les cités industrielles de l'Est ou de la Région Parisienne.

Mais cette expansion, amorcée à force de cadeaux de l'Etat et des collectivités locales ne peut se poursuivre sans dangers avec les méthodes actuelles. Pour éviter une surenchère scandaleuse entre villes voisines et des charges trop lourdes pour nos populations bretonnes déjà bien défavorisées, il faut absolument développer les moyens d'intervention d'un Etat soucieux de l'Equilibre Régional.

Pour résoudre enfin les problèmes Bretons

• L'adoption d'une Loi-Programme

Un projet a été élaboré par le C.E.L.I.B. Il a été approuvé par la plupart des Conseils Municipaux de Bretagne.

Il faut tout mettre en œuvre pour qu'il soit adopté par le Parlement en 1963.

Mais nous estimons qu'il faut créer un Conseil Economique et Social Régional qui aura pour mission de contrôler la réalisation de la Loi-Programme et d'étudier les plans futurs d'Expansion de la Bretagne.

Les intérêts agricoles, industriels et artisanaux, commerciaux et touristiques, sociaux et culturels de notre Région devront y être équitablement représentés.

C'est une condition fondamentale du développement harmonieux de la Bretagne, en ayant la certitude de répondre enfin aux aspirations légitimes de sa population.

Cette circulaire ne nous a pas permis d'aborder des problèmes qui vous intéressent peut-être particulièrement. Mais la place est si limitée, et nous n'avons pas voulu faire un simple catalogue de tous vos vœux et des nôtres.

Mais nous en parlerons volontiers avec vous, si nous en avons l'occasion, quand nous passerons dans votre commune.

LES PRESSES BRETONNES, SAINT-BRIEUC